

BUDGET FÉDÉRAL NOTRE ANALYSE

2025



Action Canada
pour la santé & les droits sexuels



Action Canada pour la santé et les droits sexuels est un organisme de bienfaisance progressiste et pro-choix voué à la promotion et à la défense de la santé et des droits sexuels et génésiques au Canada et dans le monde.

NOS ESPOIRS

Nous avons espoir que le budget renforcerait les systèmes qui réalisent la liberté et qu'il assurerait à chaque personne au Canada la possibilité de prendre des décisions concernant son corps, sa santé et son avenir, et de les concrétiser. La santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) sont essentiels à une société saine, égalitaire et prospère.

Nous avons espoir que le gouvernement investirait clairement dans les soins – notamment dans l'accès à la contraception et à l'avortement, dans des systèmes de soins de santé solides (y compris des centres communautaires de santé sexuelle) et dans des programmes qui aident les jeunes à recevoir des informations exactes et une éducation inclusive en matière de santé sexuelle. Nous souhaitons un plan qui considère ces éléments comme des biens publics essentiels plutôt que facultatifs, car tous les investissements sont plus performants lorsque les personnes peuvent planifier leur vie.

LE RÉSULTAT

Le budget 2025 ne contient aucune mention de la SDSG. Toutefois, une absence à l'écrit ne se traduit pas nécessairement par une absence réelle. Dans la pratique, les politiques sur les transferts relatifs à la santé, les technologies de l'information, l'immigration et les infrastructures déterminent la capacité des gens à accéder à des soins, à des informations et à du soutien lorsqu'ils en ont besoin.

Nous avons scruté ce budget de plus de 500 pages pour comprendre, au-delà des postes budgétaires, ce que les choix de ce gouvernement signifient pour l'autonomie et le bien-être individuels. Nous avons cherché des réponses aux questions suivantes : les jeunes personnes auront-elles les informations et les compétences nécessaires pour développer des relations saines et rester en bonne santé? Les gens devront-ils faire des choix difficiles entre payer leur épicerie ou se procurer des méthodes contraceptives? Les personnes qui ont besoin de soins d'avortement y auront-elles accès dans leur communauté ou devront-elles s'endetter pour y accéder ailleurs?

Après tout, la SDSG est une question de liberté – celle de décider ce qui arrive à notre corps, à notre santé et à notre vie. **Un budget qui investit dans cette liberté contribue au bien-être, à la dignité et aux opportunités de chacun·e.**

1.



UNE AVANCÉE MAJEURE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES, QUI DEVRA S'ACCOMPAGNER D'ACTIONS

L'investissement de 660 millions de dollars dans l'égalité des genres montre que le gouvernement reconnaît cet enjeu comme un aspect fondamental du développement national. Le financement permanent accordé à Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) apportera une stabilité indispensable aux organismes qui travaillent à la justice de genre et renforcera la capacité du ministère à œuvrer à l'échelle du gouvernement. Pour concrétiser ce potentiel, le financement doit se traduire par une action coordonnée et soutenue qui intègre l'égalité des genres dans toutes les décisions de politiques importantes.

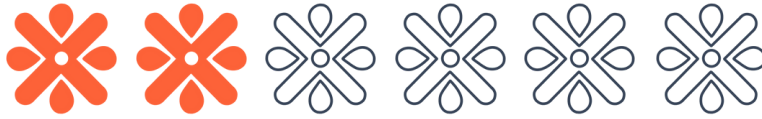
L'investissement prévu de 660,5 millions de dollars sur cinq ans (y compris 132,1 millions de dollars sur une base continue) marque un pas important vers la reconnaissance du fait que le travail pour l'égalité est la pierre angulaire d'un Canada démocratique et sain, et non un projet secondaire. De nouveaux fonds ont été annoncés pour les trois programmes clés de FEGC : le Programme de promotion de la femme; le Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre; et le Programme de financement de la lutte contre la violence fondée sur le sexe.

Les ressources demeurent basées sur des projets, mais leur stabilité accrue contribuera à une meilleure prévisibilité pour la planification, les partenariats et le leadership, que ce soit pour le secteur ou pour FEGC. Cela montre que l'égalité des genres n'est pas une initiative temporaire, mais plutôt une priorité de politiques publiques durable. En bénéficiant de ressources stables, FEGC sera mieux placé pour agir en tant que partenaire intergouvernemental et pour intégrer l'égalité des genres, l'inclusion et les droits dans les décisions concernant la santé, le climat, le développement international et l'économie.

Cet investissement soutient un travail crucial à l'échelle nationale : prévenir la violence fondée sur le genre, renforcer les communautés 2ELGBTQI+, faire avancer les réformes de politiques et bâtir des institutions et des lieux de travail plus sécuritaires et plus inclusifs. Loin d'être des objectifs abstraits, ces facteurs déterminent notamment la sécurité des salles de classe, des domiciles et des communautés, l'équité des salaires et l'accessibilité des soins.

Les données internationales sont claires : les pays qui investissent dans l'égalité des genres sont plus forts, plus justes et plus résilients. En considérant l'égalité des genres comme une infrastructure, et non comme une œuvre de charité ou un « bonus », le Canada renforce son économie, consolide la démocratie et pose les fondements d'un progrès durable.

2.



LE MANQUE D'INVESTISSEMENT DANS L'ACCÈS UNIVERSEL À LA CONTRACEPTION ET AUX MÉDICAMENTS DE SANTÉ SEXUELLE ET GÉNÉSIQUE

Le budget 2025 réitère la volonté du gouvernement de « donner à la population canadienne les moyens de réussir en réduisant les coûts, en élargissant les possibilités et en protégeant les programmes sociaux essentiels sur lesquels les Canadiens comptent, des services de garde d'enfants aux soins dentaires en passant par l'assurance médicaments » – un signe encourageant que l'abordabilité et la santé demeurent des priorités. Cependant, en l'absence de nouveaux fonds, d'échéancier ou de plan pour mettre en œuvre l'assurance médicaments, la vision d'un accès universel aux médicaments essentiels, y compris la contraception, demeure hors de portée.

L'accès universel à la contraception est l'un des investissements les plus judicieux et fondés sur des données qu'un gouvernement puisse faire pour la santé, l'égalité et la sécurité économique de sa population. Cet accès permet aux gens de contrôler leur avenir, réduit les coûts pour le système de santé et renforce l'égalité des genres à tous les égards. Avant que la Colombie-Britannique lance son propre système de contraception gratuite en 2023, près de **37 %** des contraceptifs étaient payés par les utilisateur·trice·s. Au cours l'année suivante, les pharmacien·ne·s ont noté une hausse de 60 % du recours aux contraceptifs. Une modélisation des coûts démontre que la réduction des grossesses non intentionnelles et des coûts connexes permettra de rentabiliser le programme en moins de quatre ans.

En plus d'améliorer la santé individuelle, ce type de politique favorise des changements populationnels. Lorsque les personnes ont la possibilité de planifier si elles veulent avoir des enfants, quand et dans quelles circonstances, elles sont plus susceptibles de terminer leurs études, de rester sur le marché du travail et d'éviter le cycle de la pauvreté. La couverture universelle de la contraception est un soin préventif et, comme toute infrastructure efficace, elle génère des économies à long terme.

Un cadre solide d'assurance médicaments universelle étendrait ces bienfaits à l'ensemble des soins de santé sexuelle et génésique. Ceci pourrait inclure des éléments essentiels, tels que l'hormonothérapie pour la ménopause, les soins d'affirmation du genre, les traitements de fertilité, la prévention et le traitement du VIH. Loin d'être marginales ou facultatives, ces dépenses sont fondamentales pour la santé, l'autonomie et la participation à la vie quotidienne.

Le cadre pour réaliser cette vision existe déjà grâce à l'assurance médicaments nationale. Ce qui manque à présent, c'est la volonté politique et les investissements nécessaires pour y arriver. Lorsque les gens ont les moyens de se procurer des médicaments qui favorisent leur santé et leur autonomie, tous les autres aspects du système, comme l'économie, l'éducation ou le bien-être familial fonctionnent mieux. Voilà comment nous pouvons bâtir un pays où la santé apporte la prospérité et où les soins font partie des infrastructures.

3.



LES SOINS NE PEUVENT PAS ATTENDRE : BÂTIR UN SYSTÈME DE SANTÉ OÙ CHACUN·E PEUT ACCÉDER À DES SOINS

L'avortement est l'intervention médicale la plus répandue au Canada. Chaque jour, des gens ont recours à des services de santé sexuelle et génésique, que ce soit un avortement, des soins de grossesse, des méthodes contraceptives, la pose d'un DIU, un dépistage d'ITS ou un soutien prénatal ou postnatal. Ce ne sont pas des services spécialisés, mais bien des soins essentiels. Ils sont pourtant de plus en plus inaccessibles pour plusieurs personnes.

Sans un système public de santé solide, accessible et doté de personnel et de ressources, le droit aux soins n'existe qu'en principe. Le droit à l'avortement ne veut pas dire grand-chose si l'on ne trouve aucun·e prestataire à proximité, si les délais d'attente sont de plusieurs semaines ou si l'on doit parcourir des centaines de kilomètres et payer de nos poches pour y accéder.

Le Fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé de 5 milliards de dollars du budget 2025 est une reconnaissance bienvenue du fait que le système de santé canadien est sous forte pression. Des investissements dans les hôpitaux et dans les centres de soins d'urgence sont essentiels, mais des bâtiments ne garantissent pas à eux seuls des soins équitables et en temps opportun. L'accès aux soins ne repose pas sur du béton, mais bien sur les gens.

C'est pourquoi les coupes budgétaires annoncées de près de 400 millions de dollars dans le domaine de la santé d'ici la fin de la décennie sont très préoccupantes. Ces coupes réduiront la capacité de leadership national, c'est-à-dire les systèmes mêmes qui coordonnent la prévention, l'équité et l'accès dans toutes les provinces. De même, alors que le budget finance des projets de construction, il ne prévoit rien pour former, recruter et retenir le personnel soignant nécessaire pour ces établissements. Pourtant, les infirmier·ère·s, les sages-femmes, les conseiller·ère·s et les médecins sont déjà débordé·e·s et l'épuisement pousse des professionnel·le·s qualifié·e·s à quitter le système.

**Les soins de santé ne sont
réellement universels que s'ils sont
accessibles à toutes les personnes
qui vivent et travaillent au Canada.**

3.



LES SOINS NE PEUVENT PAS ATTENDRE : BÂTIR UN SYSTÈME DE SANTÉ OÙ CHACUN·E PEUT ACCÉDER À DES SOINS

Par ailleurs, les coupes budgétaires dans les soins de santé pour les réfugié·e·s rendront de nombreuses personnes encore plus vulnérables, y compris celles qui travaillent dans notre système de santé. Les soins de santé ne sont réellement universels que s'ils sont accessibles à toutes les personnes qui vivent et travaillent au Canada.

Les centres communautaires de santé sexuelle et génésique font partie d'un solide écosystème de soins de santé. Ils fournissent des services de contraception, de soutien en matière de grossesse, d'orientation vers l'avortement et d'éducation à la santé sexuelle, et sont souvent le seul point d'accès pour les jeunes, les personnes queers et trans, les nouveaux·elles arrivant·e·s et les personnes non assurées. Pourtant, la plupart n'ont pas connu d'augmentation de leur financement de base depuis plus de dix ans et fonctionnent au-delà de leurs capacités, assurant des services essentiels malgré des budgets en baisse et des besoins croissants.

Si le gouvernement entend réellement mettre en place une infrastructure de santé efficace, il doit élargir la définition d'infrastructure pour y inclure les soins, les personnes et les systèmes communautaires qui permettent à chaque hôpital, chaque clinique et chaque faculté de médecine de fonctionner. Les pouvoirs de dépense fédéraux doivent assurer un financement durable aux centres de santé sexuelle et génésique et prioriser l'investissement dans la main-d'œuvre parallèlement à l'investissement en capital.

**Les centres communautaires
de santé sexuelle et
génésique font partie d'un
solide écosystème de soins
de santé.**

4.



PROTÉGER LA SANTÉ ET LES DROITS DANS LE MONDE : LE LEADERSHIP DU CANADA EST EN JEU

Le budget 2025 intervient dans un contexte de profonde instabilité mondiale, marqué par l'aggravation des inégalités, la montée de l'autoritarisme et l'escalade des attaques contre les droits des femmes et des personnes queers et trans et contre l'autonomie corporelle. Les systèmes instaurés pour défendre la paix, la démocratie et les droits s'effritent, et l'infrastructure de santé mondiale subit d'énormes pressions. Dans ce contexte, la décision du gouvernement fédéral de réduire de 2,7 milliards de dollars l'enveloppe de l'aide internationale du Canada envoie le mauvais signal au pire moment.

Il y a quelques semaines à peine, la ministre des Affaires étrangères réitérait que la politique étrangère du Canada repose sur trois piliers : la défense, la résilience économique et les valeurs fondamentales comme la démocratie, les droits de la personne, l'égalité des genres et la protection de l'environnement. Or, ce troisième pilier est manifestement absent du budget 2025 et compromis par des coupes budgétaires qui en affaiblissent les fondements mêmes.

Ces réductions sont disproportionnées et à courte vue. L'aide publique au développement représente moins de 0,34 % de notre revenu national brut, mais elle revêt une importance considérable pour des millions de personnes à travers le monde. En diminuant cette assistance, on réduit les ressources allouées aux systèmes de santé mondiale, qui peinent toujours à se remettre de la pandémie. Cela a pour effet de réduire l'accès aux soins de santé sexuelle et génésique et d'augmenter la vulnérabilité des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées, qui sont les plus durement touché-e-s par les crises mondiales.

Le signal le plus alarmant est la menace qui pèse sur l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde, qui comprend une enveloppe annuelle de 700 millions de dollars pour la SDG. Cet engagement a positionné le Canada comme un leader mondial et un partenaire fiable dans la promotion de l'égalité des genres, de la justice reproductive et de la santé pour tou-te-s. Un affaiblissement de cet engagement mondial nuirait non seulement à des millions de personnes dans le monde, mais il éroderait de plus la crédibilité du Canada en tant que pays qui agit alors que d'autres se désistent.

Alors que les États-Unis se sont retirés de l'Organisation mondiale de la Santé et imposent des restrictions idéologiques au financement de la santé mondiale, le leadership du Canada est plus important que jamais. Se retirer maintenant équivaldrait à abandonner le terrain à des acteurs qui considèrent les droits des femmes et des personnes queers comme étant négociables, ce qui compromettrait la sécurité et la santé de chacun-e d'entre nous, partout dans le monde.

4.



PROTÉGER LA SANTÉ ET LES DROITS DANS LE MONDE : LE LEADERSHIP DU CANADA EST EN JEU

La santé et les droits dans le monde ne sont pas une question de charité; il s'agit d'un investissement stratégique dans la stabilité, la sécurité et la prospérité. En soutenant politiquement et financièrement la SDG, le Canada renforce les systèmes mondiaux qui rendent possibles la paix et la démocratie.

Le Canada a encore la possibilité de corriger le tir, en reconnaissant qu'investir dans la santé mondiale est le choix le plus judicieux. En réitérant son Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde, le gouvernement peut s'assurer que des millions de femmes, de filles et de personnes de genres divers à travers le monde continuent d'avoir accès aux soins dont elles ont besoin, et que le Canada demeure un pays reconnu pour son courage, sa compassion et son engagement à l'égard des droits de la personne, aux paliers national et international.

En réitérant son Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde, le gouvernement peut s'assurer que des millions de femmes, de filles et de personnes de genres divers à travers le monde continuent d'avoir accès aux soins dont elles ont besoin, et que le Canada demeure un pays reconnu pour son courage, sa compassion et son engagement à l'égard des droits de la personne, aux paliers national et international.

5.



PROTÉGER LES JEUNES ET LA VÉRITÉ À L'ÈRE DE L'IA

À une époque où l'intelligence artificielle (IA) et les médias sociaux façonnent l'apprentissage, la communication et les opinions des jeunes, l'accès à des informations fiables est un enjeu de santé publique et de droits de la personne. Le budget 2025 prévoit des investissements importants dans les infrastructures d'IA, mais il ne traite pas de l'effet transformateur et (trop souvent) déformant de ces technologies sur la perception et la connaissance qu'ont les jeunes de leur corps, de leurs relations et de leur avenir.

Partout au Canada, les jeunes se tournent de plus en plus vers les espaces en ligne pour chercher des informations sur la sexualité, la contraception, le consentement et l'identité de genre. Or, cet environnement numérique est truffé de désinformation et de préjugés. Les algorithmes amplifient les informations erronées sur la contraception et l'avortement; les propos anti-trans circulent sans restriction; et les contenus exacts et inclusifs sur la santé sexuelle sont souvent signalés ou censurés. Les médias générés par l'IA, la publicité non réglementée et la responsabilité réduite des plateformes font en sorte que la mésinformation peut joindre des millions de personnes avant que les faits puissent la rattraper.

Cela a des conséquences réelles. La désinformation sur la contraception influence le recours aux méthodes contraceptives chez les jeunes, et les communautés qui font l'objet de discrimination rencontrent des obstacles encore plus importants dans l'accès à des informations fiables. Lorsque l'accès à des informations exactes est réduit, la capacité à faire des choix éclairés et autonomes concernant notre santé et notre vie s'affaiblit également.

Le Canada a besoin de toute urgence d'une stratégie intergouvernementale coordonnée pour protéger les espaces numériques dans le cadre de son engagement à la santé, à l'égalité et à la démocratie. Cela exige de réglementer l'IA et les plateformes de médias sociaux afin de prévenir les biais algorithmiques, d'assurer la transparence dans la modération des contenus et de responsabiliser les entreprises face à la diffusion de mésinformation néfaste. Cela nécessite également de veiller à ce que tou-te-s les jeunes Canadien-ne-s aient accès à une éducation complète à la sexualité conformément aux normes nationales, dans les salles de classe et dans les espaces en ligne où se déroule aujourd'hui une grande partie de l'apprentissage.

L'IA peut être un outil de progrès, mais seulement si elle est guidée par les droits de la personne, et non motivée par le profit ou la croissance économique. La protection du droit à l'information, en particulier sur la sexualité, le genre et la santé, est essentielle afin de protéger la vérité, l'autonomie et le bien-être pour la génération à venir.



SOINS DE SANTÉ POUR LES MIGRANT·E·S : DES DROITS SANS CONDITION

Chaque année, Action Canada aide des centaines de personnes aux prises avec des obstacles complexes en matière de soins de santé au Canada. Plusieurs sont nouveaux·elles arrivant·e·s, étudiant·e·s internationaux·ales, réfugié·e·s ou sans-papiers. Ils/elles nous appellent parce qu'ils/elles n'ont pas les moyens de se procurer des contraceptifs, ne trouvent pas de prestataire qui accepte leur assurance ou se voient refuser une couverture pour un avortement. Loin d'être le fruit du hasard bureaucratique, ces obstacles résultent de décisions politiques qui privent des gens de soins essentiels.

Le budget 2025 introduit dans le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI) un nouveau modèle de copaiement qui oblige les réfugié·e·s et les demandeur·euse·s d'asile à payer une partie du coût des produits et services de santé, comme les médicaments sur ordonnance et les soins dentaires – un ajustement qu'il qualifie de modeste. Or, même des frais minimes à la charge des patient·e·s peuvent dissuader certaines personnes en situation précaire de se faire soigner. Pour ceux et celles qui vivent déjà dans l'insécurité financière et juridique, ces changements peuvent faire la différence entre un traitement en temps opportun ou un report des soins jusqu'à ce que leur affection s'aggrave.

Cette situation est particulièrement préoccupante dans le contexte de la santé sexuelle et génésique. Les prestataires signalent déjà des difficultés avec le PFSI. La charge administrative liée au remboursement incite souvent les cliniques à refuser des patient·e·s, les laissant sans option de rechange. L'ajout de copaiements complique encore plus le système, en obligeant les cliniques à percevoir des frais à l'avance et à gérer de nouveaux processus de facturation. Il en résultera une diminution du nombre de prestataires disposé·e·s à fournir des soins, un plus grand nombre d'obstacles pour les patient·e·s et, à terme, une augmentation des coûts publics, puisque des affections évitables se transformeront en urgences.

Les conséquences humaines sont profondes. Refuser ou retarder l'accès à l'avortement, aux soins prénatals, à la contraception ou au traitement d'ITS met des individus en danger et nuit aux familles, aux communautés et au système de santé. Lorsque les personnes ne peuvent pas obtenir des soins de base, elles se tournent vers les services d'urgence, qui sont déjà saturés. Ce qui se voulait une tentative d'économiser de l'argent finira par coûter plus cher, tant en argent qu'en dignité.

À l'heure où le Canada accueille de nouveaux·elles arrivant·e·s pour combler des pénuries de main-d'œuvre essentielle et soutenir une économie vieillissante, la décision de limiter leur accès aux soins de santé est à la fois contraire à l'éthique et contre-productive. Les soins ne sont pas un privilège ou un avantage; ils sont l'épine dorsale d'une société inclusive et fonctionnelle.

6.



SOINS DE SANTÉ POUR LES MIGRANT·E·S : DES DROITS SANS CONDITION

Une perspective fondée sur le genre rend cela encore plus évident : lorsque l'accès aux soins génésiques est restreint, ce sont les femmes, les filles et les personnes de genres divers qui sont les durement plus touchées. Dans la pratique, le droit à l'avortement passe par un système public de santé qui fonctionne pour tout le monde.

Si le Canada souhaite sérieusement élaborer un budget générationnel qui renforce à la fois l'économie et la solidarité humaine, il doit commencer par s'assurer que toutes les personnes qui vivent et travaillent ici peuvent accéder à des soins, sans exception ni condition.

**Les soins ne sont pas un privilège
ou un avantage; ils sont l'épine
dorsale d'une société inclusive et
fonctionnelle.**

Action Canada pour la santé et les droits sexuels est un organisme de bienfaisance progressiste et pro-choix voué à la promotion et à la défense de la santé et des droits sexuels et génésiques au Canada et dans le monde.



Action Canada
pour la santé & les droits sexuels

media@actioncanadashr.org

